



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 429 du 17 avril 2026

- Contre la folie destructrice et prédatrice des Trump-Netanyahou, Macron-Lecornu et les fauteurs de guerre, l'union internationale des travailleur-es, vive le 1er Mai - *Galia Trépère*
- Engager des discussions pour avancer vers un pôle démocratique des révolutionnaires contre la guerre, les profiteurs de guerre et la vie chère et pour une campagne commune pour l'élection présidentielle - *Texte de discussion au sein du NPA-R*

Contre la folie destructrice et prédatrice des Trump-Netanyahou, Macron-Lecornu et les fauteurs de guerre, l'union internationale des travailleur-es, vive le 1er Mai

Le coup de poker de Trump instaurant un cessez-le feu avec l'Iran en proclamant sa victoire alors qu'il était contraint de reculer, n'a pas pu échapper à la réalité, d'où un nouveau coup de poker, la rupture des négociations devant le refus sans surprise de l'Iran de sa propre reddition. Et, nouveau coup de force, Trump décrète la fermeture du détroit que, la veille, il prétendait vouloir rouvrir, puis le blocus des ports iraniens en même temps qu'il laisse ouverte la porte des négociations, blocus qu'il maintient bien que l'Iran a annoncé ce vendredi la réouverture du détroit d'Ormuz tant que dure le cessez-le feu. Plus de 10 000 soldats supplémentaires vont être déployés au Moyen-Orient avant la fin avril. Trump espère asphyxier l'Iran et « négociateur » sa capitulation et Netanyahou lui apporte son soutien.

Ce dernier prétend attendre des négociations avec le Liban, qui devraient débiter à Washington, un accord de paix « *qui tiendra pour des générations* » alors que l'armée israélienne occupe le Sud-Liban et continue ses bombardements criminels en dépit d'un cessez-le-feu annoncé par Trump jeudi. Cet accord dit de paix ne pourrait être que la loi du vainqueur, la soumission du Liban comme de l'Iran, la paix par la force.

Cette entente entre l'impérialisme et le sionisme, l'agression contre l'Iran s'inscrivent dans l'escalade du conflit avec la Russie et la Chine, la politique de domination énergétique, plus globalement dans la lutte économique, militaire et sociale pour perpétuer une hégémonie américaine historiquement dépassée et les intérêts de l'oligarchie des milliardaires que représente Trump.

La France et la Grande-Bretagne, l'une et l'autre vieilles puissances coloniales au Moyen-Orient, cherchant à jouer leur rôle, ont pris l'initiative de réunir, ce vendredi, une conférence internationale d'une quarantaine de pays pour constituer « *une mission multinationale pacifique*

destinée à restaurer la liberté de navigation » dans le détroit d'Ormuz, « *strictement défensive et distincte des belligérants [qui] aura vocation à se déployer dès que la situation le permettra* », selon Macron. Cette démarche diplomatique vise l'Iran et ne conteste nullement le blocus américain se contentant d'exprimer des vœux pieux alors que l'escalade militaire des USA et d'Israël conduit à un chaos économique qui ébranle la planète entière.

Le prix du baril ne va pas redescendre mais, au mieux, continuer à osciller autour des 100 dollars, l'inflation flamber, frappant de plein fouet les classes populaires, les pauvres, les travailleur-es, menaçant l'économie mondiale d'un choc inédit. Le détroit d'Ormuz est aussi le lieu de passage de cargos chargés d'engrais, notamment en direction de l'Asie et, selon le Programme alimentaire mondial, 45 millions de personnes sont menacées d'insécurité alimentaire par manque de fertilisants.

Les ravages provoqués par la guerre économique et militaire entraînent une crise politique qui ébranle les classes dominantes et les États occidentaux dont la débâcle d'Orban, allié de Poutine et de Trump, le nouveau Christ auto-proclamé déclarant la guerre au Pape, est une nouvelle expression. Elle ouvre de nouvelles possibilités au mouvement ouvrier.

La guerre accélère la marche du capitalisme vers un chaos économique mondialisé

Le Fonds monétaire international (FMI) constate dans un rapport consacré aux perspectives économiques mondiales : « *Le nombre de conflits actifs a récemment bondi et a atteint un niveau inédit depuis la fin de la Seconde guerre mondiale* ». La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, évoque un « *choc de l'offre* » qui est « *de grande ampleur* », du fait d'un recul des approvisionnements en pétrole et en gaz dans le monde, avec des per-

turbations qui se propagent aux chaînes d'approvisionnement, à la production.

Le FMI observe que « *près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles* ». Tout concourt aux politiques de réarmement. Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde ont augmenté leurs budgets de défense et, en 2024, près de 40 % y consacraient plus de 2 % de leur produit intérieur brut, contre seulement 27 % en 2018.

Avec la hausse des taux d'intérêt, le remboursement de la dette publique participe de façon toujours plus importante au transfert de richesses des poches des classes populaires à celles des rentiers de la finance. Il représente à lui seul 4,2 % du budget américain en 2025, soit davantage que le budget de la défense.

Les dépenses militaires vont alourdir encore un peu plus la dette publique tout en creusant les déficits, accentuant les politiques d'austérité. « *La dette publique mondiale a atteint 93,9 % du PIB en 2025 et devrait dépasser les 100 % d'ici à 2028. Un niveau jamais observé en temps de paix, ce qui représente un tournant pour la politique économique et pour la vie politique en général* ».

Le capitalisme mondialisé est à la dérive tant sur le plan des relations diplomatiques qu'économiques et financières. L'ONU et le FMI sont incapables de jouer un rôle de régulation des relations internationales politiques et économiques régies par la concurrence capitaliste dans un monde multipolaire. Cette incapacité rejoint l'affaiblissement de la première puissance mondiale sans qu'aucune puissance puisse imaginer prendre sa relève dans une économie mondiale dont la stagnation ne permet plus d'alimenter les besoins insatiables du Moloch de la finance.

La débâcle d'Orban, ami de Trump et Poutine, moment d'une crise politique des classes dirigeantes au sein des vieilles puissances capitalistes occidentales

Ces tensions exacerbées se répercutent au niveau politique en premier lieu au sein des vieilles puissances impérialistes et coloniales occidentales où le monde du travail, les classes populaires qui avaient pu bénéficier des maigres retombées des fruits de la domination mondiale de leur bourgeoisie, subissent une régression sociale qui nourrit un profond mécontentement. La montée de l'extrême droite s'en est jusqu'alors nourrie dévoyant le mécontentement sur le terrain du nationalisme, du racisme, de la xénophobie. Les Trump, Meloni, Bardella, Le Pen, Retailleau, Wauquiez et autres Zemmour en sont les produits monstrueux, cette internationale réactionnaire dont Orban était en Europe le héros. Dimanche dernier le mythe s'est effondré.

Il avait su flatter le sentiment nationaliste de larges couches de la population contre la guerre d'Ukraine et l'UE pour tenter de jouer sur deux terrains, ami de Poutine pour devenir en même temps celui de Trump dont il

avait reçu un spectaculaire et insistant soutien, ainsi que du vice-président J-D Vance qui avait fait le déplacement à Budapest. Tout disposé à jouer le rôle d'allié des deux dictateurs, il a été renvoyé dans les cordes, avec 37,9 % des voix contre 53,6 % par un ancien dirigeant, Péter Magyar, de son propre parti, le Fidesz, se faisant l'agent de l'UE au nom de la lutte contre la corruption et de la démocratie. Les travailleur·es, les classes populaires, la jeunesse se sont mobilisés contre la corruption, pour la liberté et parce qu'Orban les avait enfoncés dans la régression sociale, la chute du pouvoir d'achat alors que l'argent a coulé à flots vers le monde des affaires submergé par des scandales de corruption.

Péter Magyar n'a nullement l'intention de renverser la domination d'une oligarchie corrompue grâce à un système dont il a été un des rouages. Trump lui a apporté sa bénédiction, convaincu qu'il saura assurer la continuité de la politique hongroise.

Marine Le Pen, qui fit d'Orban son héros qu'elle était venue soutenir à Budapest, a dénoncé « *la satisfaction de la Commission européenne* » après la défaite de celui « *qui a durant seize ans défendu avec courage et détermination la liberté et la souveraineté de la Hongrie* ».

La déroute d'Orban après l'enlèvement de Meloni et le discrédit total de leur mentor, Trump, laisse entrevoir un avenir beaucoup moins brun qu'annoncé pour le RN et l'extrême droite européenne, l'amie d'Arnault, Le Pen, et le facho de la princesse des Deux Siciles, serviteurs empressés de l'aristocratie financière. D'autant que la déroute d'Orban est un encouragement pour la classe ouvrière à intervenir avec ses propres armes de classe pour défendre ses droits et la démocratie, son droit à décider et diriger, en Hongrie mais aussi dans toute l'Europe.

Macron-Lecornu, alliés de Trump et va-t-en guerre contre les travailleur·es

La guerre fait « *peser sur notre sécurité collective des risques d'embrasement mondial. [...] Nous vivons une période de rupture, qui appelle à un durcissement de notre modèle* », a déclaré Catherine Vautrin, la Ministre des armées, en présentant mercredi 8 avril, le projet d'actualisation de la loi de programmation militaire. A l'unisson de Lecornu qui, dans son allocution du 10 avril expliquait que nous n'étions « *pas vraiment en guerre, mais plus tout à fait en paix* », pour justifier une explosion des budgets militaires. Le gouvernement prévoit 36 milliards d'euros supplémentaires sur la période 2024-2030, qui porteront le budget annuel de la défense en 2030 à 76,3 milliards d'euros, contre 57,1 milliards en 2026. Le budget de la défense dépassera cette année celui de l'éducation nationale selon l'Observatoire des budgets de l'État.

Il trouve les milliards supplémentaires pour l'armée tout en expliquant aux travailleur·es qui font face à la flambée des prix des carburants et à une inflation qui ruinent leur pouvoir d'achat qu'il n'a pas « *les moyens de donner des aides massives, nos finances publiques ne nous le permettent pas* ». Il a été contraint de distiller quelques aides

ciblées et limitées dans le temps aux petites entreprises du transport routier, aux pêcheurs et agriculteurs mais il n'y a eu pour les salarié-es que de dérisoires annonces de mesures sur les tickets-restaurants qui pourront être utilisés le dimanche ou l'avancement des chèques énergie. Pas question de renouveler le « *quoi qu'il en coûte* », « *des dispositifs trop généraux, trop coûteux, qui créent bien souvent des effets d'aubaine et même parfois des rentes, sans pour autant résoudre les problèmes sur le fond* » selon Lecornu. Pas question de prendre sur les profits des spéculateurs profiteurs de guerre, de bloquer les prix et de baisser les taxes dont celle sur les carburants qui vient de rapporter à l'Etat 270 millions d'euros.

Lecornu n'a qu'un souci, défendre les intérêts de TotalEnergie et des multinationales en invoquant « *l'inéluclabilité* » de la guerre et du chaos capitaliste mondial pour soumettre le monde du travail et la jeunesse au leurre du consensus national, du souverainisme par lequel les classes dirigeantes, relayées par les partis parlementaires et les médias aux ordres cherchent à les enrôler derrière leurs guerres et la défense de leurs intérêts.

Ne pas se résigner, la faillite politique des milliardaires et de leurs serviteurs appelle une contre-offensive du monde du travail

Les travailleur-es n'ont aucune raison de se résigner. L'effondrement de la macronie et l'impasse des jeux politiques parlementaires alimentent la crise politique, révèlent l'impuissance des classes dirigeantes à maîtriser leur propre système, prises de panique devant les logiques et les enchaînements de l'escalade guerrière qui menace l'économie d'une récession mondiale et d'un krach. Elle ouvre des brèches pour le monde du travail, pour des prises de conscience, des ruptures, qui posent la nécessité de s'organiser, de prendre nous-mêmes nos affaires en main pour défendre nos droits, notre niveau de vie, nos salaires, pour diriger nous-mêmes la société.

Pour mener cette lutte, les travailleur-es ont besoin de rompre avec l'impasse institutionnelle et le nationalisme des partis de gauche et des appareils syndicaux, alignés sur les intérêts de l'industrie française et de la défense nationale, de la bourgeoisie.

Alors que les salarié-es asphyxié-es par la flambée des prix voient leur niveau de vie reculer, les directions syndicales reçues au ministère de l'économie le 8 avril, sont reparties bredouilles. « *Le ministre n'avait manifestement rien à nous dire, à part la liste de ce qu'il ne peut pas faire* » s'est plainte Sophie Binet. Et si la CGT a appelé les travailleur-es à « *se mobiliser sur leur lieu de travail pour obtenir des augmentations de salaire immédiates* », pas plus que les autres organisations syndicales elle ne propose de plan d'action pour faire de la lutte pour les salaires une lutte politique du monde du travail, de confrontation avec l'Etat et les patrons, pour imposer leurs exigences.

Les travailleur-es ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur organisation démocratique pour défendre leurs conditions de vie, imposer une augmentation générale

des salaires, des pensions et de tous les revenus, indexés sur l'inflation et, contre le chômage, le partage du travail entre toutes et tous.

Dans la lutte contre la flambée des prix des carburants ou alimentaires, ils ont comme alliés les petits producteurs indépendants, artisans, agriculteurs, petits transporteurs pour imposer au gouvernement le blocage et la baisse des prix, la suppression des taxes qui touchent le plus lourdement les plus bas revenus, TICPE, TVA et toutes les taxes qui organisent le gigantesque racket fiscal de l'Etat contre les travailleur-es et les classes populaires. Les milliards à récupérer sont aussi dans les caisses des spéculateurs et des profiteurs de guerre, des multinationales comme TotalEnergies que le gouvernement se refuse à taxer, et qu'il faut réquisitionner pour se donner les moyens collectifs, travailleur-es et consommateur-trices, de contrôler leurs comptes, leurs coûts de production et leurs marges, pour décider nous-mêmes de la production et des prix.

Contre les ravages de la propriété capitaliste, les spéculateurs et l'oligarchie financière, l'expropriation des multinationales, le contrôle des producteurs et la planification démocratique

La folie belliciste de Trump-Netanyahou auxquels Macron-Lecornu et autres serviteurs du capital occidental emboîtent le pas est la conséquence de la faillite de leur domination, la faillite de leur système fondé sur la violence de l'exploitation, de la concurrence et de la guerre qui conduit le monde à la catastrophe sociale, économique, écologique. C'est bien ce système qui menace d'anéantir la civilisation.

Notre avenir, l'avenir de la société se joue dans l'affrontement mondial en cours entre ce système destructeur et prédateur, parasite, la domination capitaliste et le prolétariat mondial porteur d'une autre société fondée sur la coopération, la solidarité, la planification de la production et des échanges pour satisfaire les besoins humains dans le respect de la nature.

La défense de nos conditions de vie, de notre propre avenir participe de ce combat et pose directement la question du pouvoir, d'un gouvernement des travailleur-es et des classes populaires, de celles et ceux qui font tourner la société pour prendre l'économie en main, la soustraire à la logique du profit pour rationaliser et planifier démocratiquement la production. Un gouvernement des travailleur-es et de la population qui annule la dette, exproprie les multinationales et les banques et instaure un monopole public bancaire pour financer les services publics et sociaux, les besoins de l'ensemble de la population et financer gratuitement les petits producteurs indépendants. Un gouvernement qui rompt avec le nationalisme, le militarisme et les guerres et trouve dans la coopération entre les peuples les moyens d'en finir avec les drames de la pauvreté, de la famine, de la violence des armes et de l'exploitation, de la destruction de la planète.

Vive l'union internationale des travailleurs pour le socialisme, vive le 1^{er} Mai

De nombreux salarié-es, sur leurs lieux de travail, dans leurs syndicats, commencent à discuter de comment faire face à la flambée des prix, comment s'opposer à la guerre, cherchent des réponses, ne se résignent pas. La colère est là et c'est cette colère que craint le gouvernement, une colère qui pourrait exploser dans un mouvement comme celui des Gilets jaunes ou du Bloquons tout du 10 septembre, mais bien plus large et plus profond.

C'est cette crainte qui a fait renoncer Lecornu et le ministre du Travail à faire passer une loi permettant le travail salarié le 1^{er} mai, loi proposée par leurs amis de LR, des députés macronistes et Attal avec l'appui du RN tous soucieux de « *libérer le travail* » ! Il a cependant autorisé aux artisans boulangers et fleuristes, avec la complicité de la CGT, de faire travailler leurs salariés.

Le lendemain, il a été contraint de retirer son projet de loi Yadan après avoir méprisé les 700 000 signataires d'une pétition qui s'y était opposée, une loi répressive qui instrumentalisait la lutte contre l'antisémitisme afin de justifier le soutien du pouvoir au sionisme et la répression de toute opposition contre la guerre génocidaire d'Israël. Et, vendredi, les députés ont rejeté le projet de loi réduisant

la durée d'indemnisation à la suite d'une rupture conventionnelle.

Ces reculades parlementaires ne font que retarder ces attaques et il serait vain de quémander quoi que ce soit à Lecornu. C'est bien la révolte et la mobilisation du monde du travail et de la jeunesse qu'ils craignent et il s'agit de préparer une lutte consciente pour en finir avec leur politique agressive et méprisante, nationaliste, xénophobe et raciste, avec l'austérité, la hausse des prix et les licenciements, en finir avec ce gouvernement belliciste qui soutient la guerre génocidaire d'Israël et l'agression criminelle contre l'Iran.

Les travailleur-es n'ont pas de patrie, ils luttent pour la solidarité internationale contre la guerre, leurs gouvernements et ceux qui les exploitent. Ils n'ont pas à limiter leur combat à de vaines demandes pacifistes de désarmement, d'arrêt de la guerre ou de refus de la participation française à la guerre. Ils n'ont pas d'autre choix que de faire de la lutte pour leurs conditions de vie et contre la guerre et les fauteurs de guerre un seul et même combat, une même lutte contre leur propre bourgeoisie et son Etat, pour la paix, la justice sociale et la fraternité, pour le socialisme.

Christine Héraud

Engager des discussions pour avancer vers un pôle démocratique des révolutionnaires contre la guerre, les profiteurs de guerre et la vie chère et pour une campagne commune pour l'élection présidentielle

Le déclenchement par les Etats-Unis et Israël il y a un mois et demi de la guerre contre l'Iran, après la guerre d'Ukraine et la guerre génocidaire contre les Palestiniens et maintenant le Sud-Liban, outre l'abomination et l'absurdité de la guerre elle-même et sa logique d'extension, est l'expression de la faillite du système capitaliste et de la domination des vieilles puissances coloniales et impérialistes.

Le projet de l'administration US d'augmenter le budget militaire de 50 %, de 1000 à 1500 milliards de dollars, suivi par les Etats européens dont la France, qui quelques distances qu'ils veuillent exprimer par rapport à Trump, augmentent eux aussi leurs budgets militaires pour tenter de récupérer quelques miettes du butin, indique qu'on entre dans une période de guerres perpétuelles auxquelles les classes possédantes, les multinationales des vieilles puissances impérialistes veulent soumettre les populations.

C'est pourquoi ces dernières font le choix comme aux Etats-Unis de porter au pouvoir l'extrême droite ou des blocs réactionnaires incluant l'extrême droite.

L'aventure guerrière criminelle de Trump-Netanyahou provoque une spéculation généralisée sur les prix de

l'énergie qui touche directement le monde du travail et les classes populaires, menace d'une récession économique mondiale, d'un krach.

L'augmentation des prix des carburants, la hausse des prix des produits alimentaires, conséquence de cette crise qui touche toute la chaîne des produits dérivés du pétrole dont les engrais, les transports, la hausse aussi des prix du gaz entraînent d'ores et déjà une importante dégradation du pouvoir d'achat et du niveau de vie des classes populaires. Des vagues de licenciements encore plus nombreuses sont annoncées, qui augmenteront encore le chômage et la précarité.

L'Etat et le gouvernement sont impuissants à apporter des réponses à la vie chère tout autant qu'à la guerre et aux spéculations des profiteurs de guerre, Total en premier lieu.

Seules la mobilisation et l'intervention des travailleurs, des femmes, de la jeunesse peuvent imposer les mesures protégeant le monde du travail, en premier lieu des hausses de salaires et leur indexation sur les prix, l'interdiction des licenciements.

De ce point de vue, la troisième journée du No Kings qui a rassemblé aux Etats-Unis plus de 8 millions de personnes, et plusieurs centaines de milliers à Rome, Athènes ou Londres montre que la révolte contre la dictature de Trump et l'extrême droite, le racisme et la guerre, est largement partagée. En Israël même, à Tel-Aviv, plus d'un millier de personnes ont défié la répression pour manifester leur opposition à la guerre menée par leur propre gouvernement contre l'Iran, au Sud-Liban et contre les Palestiniens.

La lutte contre la guerre et la régression sociale sont un même combat.

Les élections municipales viennent de montrer l'existence d'un courant réel qui s'est emparé du vote révolutionnaire, dont la politisation s'accélère et qui est amené à jouer un rôle déterminant dans ce contexte de guerre et d'attaques réactionnaires, de menace de l'extrême-droite.

Il appartient au mouvement révolutionnaire dans son ensemble de créer les conditions pour avancer vers la construction d'un parti des travailleurs instrument de la lutte contre la guerre, les profiteurs de guerre et la vie chère et de la transformation révolutionnaire de la société.

Dans ce cadre, alors que se discutent la participation des différentes organisations révolutionnaires à la présidentielle de 2027, il convient de préparer dès aujourd'hui la possibilité d'une candidature unique des révolutionnaires capable de porter une perspective crédible pour le monde du travail et la jeunesse, une perspective d'indépendance de classe, de transformation révolutionnaire de la société.

Du fait de notre histoire plurielle et de notre politique visant à construire un pôle des révolutionnaires, nous avons toute légitimité à prendre des initiatives dans ce sens pour proposer, sous des formes et des modalités à définir, aux autres organisations révolutionnaires d'engager une discussion pour confronter nos compréhensions de la situation aussi bien internationale que nationale et étudier la possibilité de mettre nos forces en commun dans les entreprises, les lieux d'étude et les localités afin de contribuer à une contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse et envisager une campagne commune du mouvement révolutionnaire pour l'élection présidentielle.

04/04/2026

Texte de discussion au sein du NPA-R